

Prolongation/Convention Gabon Oil-Linafp

Retour progressif vers le financement du sport par les entreprises ?



La signature de la convention entre Gabon Oil et le gouvernement marque le début d'un retour vers le financement du sport gabonais par les entreprises.



Le marathon du Gabon est une des rares compétitions nationales sponsorisées par une entreprise.

Guy-Romuald MABICKA

Libreville/Gabon

La subvention de l'Etat ayant montré ses limites, le gouvernement semble revenir, tout en l'améliorant, vers l'implication des sociétés dans le développement et la pratique du sport.

LA saison 2018-2019 des Championnats professionnels de première et deuxième divisions du Gabon expérimente "le nouveau modèle économique" voulu par le gouvernement, à travers le ministère en charge des Sports. Ce, à la suite de la signature d'un partenariat de financement, il y a deux semaines, entre le ministre d'Etat aux Sports, Alain-Claude Bilie-By-Nze et Gabon Oil, la compagnie nationale pétrolière représentée par son administrateur-directeur général, Christian Patrichi Tanasa. Cette convention d'un milliard de francs vise à soutenir le football gabonais, principalement le National-foot 1 et 2 organisés par la Ligue nationale de football professionnel (Linafp).

Tout a été dit sur ce protocole. Enfin presque. Il importe tout de même de revenir sur ce que vise réellement le gouvernement derrière cette politique. La visée de l'Etat ici se veut, à tout bien considérer, différente de celle qui a existé jusque dans les années 2000. L'on se souvient, en effet, de l'implication, à l'époque, des entreprises et de certaines administrations publiques dans le développement et la pratique du sport dans notre pays.

ÉPOQUE GLORIEUSE. Ces années-là, l'Association sportive Sogara était prise entièrement en charge par la Société gabonaise de raf-



L'AS Sogara, finaliste de la Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe en 1986, fait partie des équipes qui ont brillé grâce à cette politique de sponsoring.

finage (Sogara). Dans le même temps, l'Office des ports et rades du Gabon (Oprag) finançait la Jeunesse athlétique club (JAC) de Port-Gentil. Pour ce qui les concerne, le Cercle sportif de Batavéa (CSB) était sponsorisé par la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), Delta FC par l'Office des postes et télécommunications (OPT), Pétrosport par l'ancienne compagnie pétrolière Elf-Gabon, Shell FC (devenu Mbilinga FC) par la compagnie anglo-néerlandaise éponyme. C'était aussi l'époque où Locomotive FC appartenait à l'Office du chemin de fer transgabonais (Octra), le FC 105 à l'armée et Vautour club Mangoungou à la police nationale.

Plusieurs années plus tard, tout le monde s'accorde à dire que le niveau du football gabonais était bien plus relevé qu'il ne l'est aujourd'hui. Avec des joueurs



Le public est attendu nombreux dans les stades.

locaux et étrangers de haut rang. Mais il y a une différence entre cette période et ce qui est en train de se faire en ce moment. En effet, autrefois, les entreprises et certains services de l'admin-

istration publique finançaient directement les clubs, se remémore Jean-Claude Yeno, l'ancien président de l'AS Sogara, qui reste le seul club gabonais à avoir disputé une finale de coupe d'Afrique: la

Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe, en 1986. De fait, il n'est pas inutile de rappeler que la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog) est, aujourd'hui, la seule entreprise qui finance encore directement

une formation sportive. En l'occurrence Mangasport. Et, côté administration, il y a la mairie de Port-Gentil, qui sponsorise le Stade Mandji. «Or, ce vers quoi nous sommes en train d'aller, c'est de faire en sorte que les entreprises accompagnent le développement et la pratique du sport par le financement des compétitions nationales», souligne le chef du département ministériel des Sports.

PÉRENNISER L'INITIATIVE. Lequel prend l'exemple du groupe singapourien Olam, qui sponsorise notamment le Marathon du Gabon. Non sans faire allusion à toutes les autres entreprises qui se mobilisent, chaque année, autour de la Tropicale Amissa Bongo. «Nous souhaitons que le secteur privé, notamment, finance régulièrement les compétitions nationales. Et c'est dans cet esprit que s'inscrit le partenariat conclu avec Gabon Oil», indique Alain-Claude Bilie-By-Nze.

A tout prendre, l'idée est d'éviter des situations comme celle que nous venons de connaître, avec le Championnat de première division de football qui a observé une longue trêve de près d'un an, du fait des difficultés de l'Etat à verser la subvention due aux clubs. Le défi est maintenant de trouver le moyen de pérenniser la nouvelle stratégie gouvernementale d'accompagnement et de financement du sport.

Dans ce sens, il faudrait peut-être trouver un arrangement moins ou pas du tout pénalisant pour les opérateurs économiques qui s'y engageront. Entendu que toute entreprise privée, quel que soit son secteur d'activité, a pour intérêt primordial de ne pas perdre de l'argent. Et surtout d'en gagner.